

L'Etat sri lankais élimine aveuglément les Tamouls, en l'absence de témoins étrangers !

Après avoir brisé le Cessez-le-feu, renvoyé les médiateurs des pays nordiques veillant à l'application de l'accord signé par les principales parties du conflit, interdit aux journalistes de se rendre dans les zones tamoules, détenu arbitrairement des journalistes tamouls et demandé le départ de tous les ONG (UNHCR, OXFAM, WFO), l'Etat sri lankais intensifie les tirs d'artillerie et bombarde les installations civiles.

Selon une estimation, depuis le retrait des ONG des territoires tamouls, il y aurait plus de 3 morts, plusieurs blessés, de nombreuses disparitions, arrestations et violences tous les jours. Les habitats, les lieux de culte, les hôpitaux et les écoles étant devenus les abattoirs privilégiés du gouvernement.

L'embargo économique imposé sur la nourriture et les médicaments aux postes de contrôle par l'armée ont provoqué la famine et la malnutrition principalement observées chez les enfants, alors que se dessine une politique de soumission et d'humiliation dans la patrie historique des Tamouls.

Nous vivons dans un monde partial, qui autrefois avait qualifié Nelson Mandela du CNA - Congrès National de l'Afrique du Sud - et Yasser Arafat de l'OLP - Organisation de libération de la Palestine - deux Prix Nobel de la Paix, de « terroristes » et qui a récemment inscrit les indépendantistes tamouls sur la liste des organisations terroristes. Les victimes sont désormais assimilées aux terroristes, la vie humaine n'ayant aucune valeur.

Lorsque le peuple tamoul a émis une proposition pour la mise en place d'une autorité intérimaire autonome (ISGA - *Interim Self Governing Authority*), valorisant un partage de pouvoir en 2003, les Etats-Unis, un des pays donateurs - avec le Japon, le Norvège et la Communauté Européenne - se sont opposés de manière radicale pour des raisons géopolitiques.

L'ignorance de la Communauté Internationale, volontaire ou involontaire, et leur incompréhension de la politique menée par le Sri Lanka, depuis 60 ans, ont indubitablement contribué au nettoyage ethnique de la population tamoule du Sri Lanka.

Le départ des ONGs, une stratégie du gouvernement

La diaspora tamoule condamne l'échec du système international au Sri Lanka. "D'abord son échec face aux abus des droits de l'Homme; puis son incapacité à privilégier une solution politique plutôt que militaire; ensuite son inefficacité à lutter contre la pression gouvernementale, au sujet du retrait des ONG internationales, son silence et son inaction concernant le génocide imminent et le carnage, et enfin son soutien au gouvernement sri lankais. C'est le message que le système international essaie de divulguer au niveau mondial concernant la crise humanitaire du Sri Lanka."

"Le Terrorisme d'État est remplacé par le système de terrorisme ?"

Les agences de l'ONU et les ONGs ont quitté Kilinochchi, après l'annonce du gouvernement sri lankais de ne pas garantir la sécurité des ressortissants étrangers employés par ces organismes.

Les civils ont prié ces travailleurs humanitaires et les observateurs de ne pas se retirer de leurs régions et leur ont parfois même bloqué le chemin. Malgré les efforts déployés par la population locale, l'ONU et le personnel des organisations internationales, excepté le CICR, continuant d'affluer vers Colombo pour rejoindre l'étranger.

La peur d'une crise humanitaire non observée par une présence neutre a été soulignée dans plusieurs quartiers, suite à ces événements. "Cette crise préméditée a commencé à redoubler d'intensité alors que les agences de l'ONU commencent à peine à quitter Vanni."

Devant la forfaiture des institutions internationales, leur manque de volonté, il est nécessaire que les citoyens du Monde, dont font partie les Français et Françaises, exercent leur responsabilité et multiplient les initiatives de soutien à la lutte du peuple tamoul pour sa survie et ses droits.

